Document generated on 10/12/2024 1:33 a.m.

Recherches sociographiques

Éric BÉDARD *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*

Jean-Marc Piotte

Volume 41, Number 1, 2000

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057343ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057343ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Piotte, J.-M. (2000). Review of [Éric BÉDARD *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*]. *Recherches sociographiques*, *41*(1), 133–134. https://doi.org/10.7202/057343ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Québec, 1981 et Rapport McDonald (Ottawa, 1981). Chose étonnante, le portrait qui se dégage des felquistes ressemble étrangement à celui de la police : amateurisme et improvisation, acharnement, perte de contrôle de la situation.

Ce portrait est tracé à travers – et voilà le second aspect en quoi le titre est trompeur – non pas l'histoire, mais une véritable chronique du FLQ qui en relate les activités en grand détail, des premiers graffitis aux ultimes bombes en passant par les liens avec les Black Panthers et l'infiltration policière. On ne trouvera pas ici de grande synthèse analytique. Au demeurant, tel n'est pas l'objectif de Fournier.

Le livre de 1998 est une édition augmentée de celui paru en 1982. Cependant, bien des questions demeurent en suspens et la lumière reste encore à faire sur plusieurs points. Par exemple, la liste des personnes emprisonnées à la suite de la Loi sur les mesures de guerre que Fournier nous propose ne compte que (!) 355 noms alors que les arrestations furent environ de 500.

Voilà somme toute un ouvrage qui, au fil des ans, gagne en pertinence. Le ton qu'emprunte Fournier, un ancien journaliste, celui de la chronique, presque de la petite histoire, rend la lecture accessible à tous ; cela dit, l'ouvrage contient en même temps une mine de renseignements qui feront le bonheur des chercheurs à qui il ouvre de nombreuses pistes, curieusement non encore achalandées.

Andrée FORTIN

Département de sociologie,
Université Laval.

Éric BÉDARD, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998, 199 p.

Cet excellent petit livre n'analyse pas la crise d'Octobre. Il étudie le comportement des principaux acteurs du milieu universitaire (étudiants, professeurs et, à un moindre degré, directions) durant cette crise, en distinguant judicieusement les actions qui précèdent la Loi des mesures de guerre de celles qui lui succèdent.

Utilisant avec intelligence la documentation disponible, Éric Bédard d'étudier les quatre universités montréalaises, ce qui donne sans doute une image du milieu universitaire plus contestataire qu'il ne l'était réellement, mais qui offre l'avantage de comparer les réactions différentes dans les institutions anglophones et francophones.

Les étudiants des universités anglophones réagissent très peu aux événements qui amorcent la crise d'Octobre. L'auteur montre que les leaders étudiants radicaux de ces institutions avaient auparavant perdu leur crédibilité et avaient été évincés de leurs postes de responsabilité, voire de l'université. Leur déclin avait été

précipité à Sir George Williams par l'incendie du centre de calcul lors de son occupation (février 1969) et à McGill, par leur participation à la manifestation pour un McGill français (mars 1969). À l'automne de 1970, les journaux et associations étudiantes de ces universités sont dirigés par des éléments modérés qui manifestent peu d'intérêt pour les questions socio-politiques. À l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les étudiants se mobilisent, exigeant du gouvernement qu'il négocie avec le Front de Libération du Québec (FLQ).

Or, depuis l'occupation des cégeps à l'automne 1969, qui s'était organisée spontanément sans la participation des leaders des grandes associations étudiantes et à laquelle s'étaient ralliés quelques groupes étudiants universitaires, le cœur de la mobilisation étudiante se situait à l'extérieur du milieu universitaire, chez les étudiants de cégeps qui avaient délaissé les grandes organisations nationales. Éric Bédard, en centrant son analyse sur le milieu universitaire, minimise ainsi l'appui étudiant au manifeste du FLQ.

La Loi des mesures de guerre a comme objectif de briser les groupes politiques contestataires qui manifestent leur sympathie au FLQ et de casser la mobilisation étudiante. Marcel Saint-Aubin, directeur de la police de Montréal, et le Service de sécurité et de renseignements (SSR) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avaient, par incompétence ou pour des motifs moins avouables, grandement exagéré la force du FLQ et sans doute influencé les politiciens d'Ottawa, dont Jean Marchand qui exprimera des inquiétudes en affirmant publiquement que les effectifs du FLQ se situeraient entre 1 000 et 3 000 membres !

La Loi des mesures de guerre crée un climat de panique et brise le mouvement étudiant francophone. En l'absence d'organisation nationale et devant la répression, la spontanéité étudiante proclamée en 1968 se transforme, devant la répression, en un repli frileux où chacun « participe » aux événements en regardant l'information télévisée. Il y a bien sûr des tentatives de ripostes et, dans les institutions anglophones, des professeurs mettent sur pied des comités pour la défense des droits et libertés tandis que leurs journaux étudiants reproduisent des articles de la Canadian University Press (CUP) qui dénoncent, au nom des droits de l'individu, les mesures d'exception. Mais ces tentatives timides ne font pas ombrage à la victoire incontestable des forces de sécurité et des gouvernements Trudeau, Bourassa et Drapeau : les contestataires retournent chacun chez soi ; la paix et l'ordre règnent de nouveau sur le Québec.

Pourquoi les jeunes, les étudiants, ont-ils appuyé ces fauteurs de désordre que sont les felquistes ? Certains, dont des dirigeants politiques, des éditorialistes et des recteurs universitaires, identifient les coupables : des professeurs. (La crainte d'une chasse aux sorcières sera une des raisons qui pousseront des professeurs d'universités à s'impliquer dans l'organisation syndicale.) Évidemment, il n'en était rien : cette accusation n'avait pas plus de fondement que celle qui attribuerait aux professeurs néo-libéraux l'individualisme actuel des étudiants.

Jean-Marc PIOTTE

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.